

Anse-à-Pitres 6 mars 2024

Chères sœurs,

Nous voulons partager avec vous notre moment présent, alors qu'une fois de plus nous avons les nouvelles d'Haïti en première page. Il est triste de parler de ce beau pays, que ce soit à cause des catastrophes naturelles, de l'insécurité, du vandalisme ou de l'absence de quelqu'un pour gouverner ce pays.

Dans la communication précédente, nous avons partagé avec vous que depuis septembre 2023, nous avons souffert de la fermeture des frontières : Air, terre et mer avec la République Dominicaine, cette situation a continué à nous affecter en permanence et nous a empêché de réaliser certaines activités que nous voulions faire ; comme notre visite pour conclure le contrat avec les personnes qui travaillent à l'école de Balan, ne pas pouvoir traverser la frontière à Pedernales (République Dominicaine) pour s'approvisionner en nourriture, essence et pouvoir le faire avec notre voiture, ne pas pouvoir participer en personne au Chapitre Provincial à Porto Rico, et l'un de nos objectifs principaux était la possibilité de nous mobiliser pour visiter les lieux de notre possible mission en Haïti, ce qui a été impossible à faire.

Cette fermeture a également généré des tensions et beaucoup moins d'opportunités d'emploi pour la population haïtienne qui vit du commerce, comme c'est le cas des femmes commerçantes qui ne peuvent ni acheter ni vendre leurs produits parce que les frontières sont fermées. La détérioration du pays concerne tous les domaines, y compris les mauvaises relations avec le pays voisin ; les cas d'enfants mal nourris ont augmenté, les personnes déplacées se comptent par milliers et le nombre de personnes séquestrées, y compris des religieux, est plus élevé. Dans ce contexte, un ancien sénateur haïtien emprisonné aux États-Unis pour trafic de drogue a été libéré et a commencé à soulever la jeunesse contre le gouvernement de la République, avec de grandes manifestations dans tout le pays.

Il est intéressant de noter que depuis l'assassinat du président haïtien en 2021, des tentatives ont été faites pour organiser des élections pour un nouveau chef d'État, mais cela n'a pas été possible malgré les tentatives de demander de l'aide à l'ONU, aux pays voisins et l'offre d'un déploiement de 1 000 policiers kenyans. Le Premier ministre Ariel Henry aurait dû quitter ses fonctions le 7 février dernier, date à laquelle le nouveau gouvernement devait entrer en fonction, mais cela n'a pas été le cas. Il a continué à exercer ses fonctions et, le 29 février dernier, il a annoncé lors de la réunion du CARICOM (Communauté des Caraïbes) que les élections pour un nouveau président se tiendraient en août 2025. Cette information a déclenché une vague de violence sans précédent dans l'histoire du pays.

Il y a trois jours, les bandes armées de Port-au-Prince se sont unies, ont attaqué des avions de ligne à l'aéroport international Toussaint Louverture, ont libéré des prisonniers des deux plus grands pénitenciers de la République et ont obligé le premier ministre par intérim (remplaçant Ariel Henry) à décréter l'état d'urgence et le couvre-feu dans le département de l'Ouest, où se trouve la capitale.

La situation dans le pays continue de se dégrader et les nouvelles sont de plus en plus sombres. Le président Ariel Henry n'a pas pu atterrir en République dominicaine hier, selon les informations, il se trouverait à Porto Rico, et il semblerait qu'il ne puisse plus entrer en Haïti. D'autre part, les bandes armées ont libéré hier les prisonniers d'une autre prison dans le sud du pays (Jacmel), ont attaqué différents établissements de la capitale, des banques, etc. et ce que l'on sait, c'est que le pays est maintenant complètement pris d'assaut par les bandes armées.

Nous, à Anse-à-Pitres, avons le privilège, pour le moment, d'être dans un endroit paisible, où les gens poursuivent leurs activités normalement, où ils peuvent se rendre sur leur lieu de travail, où les écoles continuent de fonctionner, sans crainte de violence et d'insécurité, mais néanmoins, il y a beaucoup d'inquiétude.

Nous sommes profondément reconnaissantes de la sollicitude de Dieu, mais nous sommes profondément affligées par la situation de souffrance, d'angoisse, de panique, de mort, de non-liberté, de désolation et d'impuissance que vit notre peuple ; comme Pali, le nutritionniste du dispensaire dont la femme est officier de police et elle attend un enfant à Port-au-Prince, qui nous fait part de sa douleur ; les travailleurs de l'école Balan qui ont dû abandonner leur maison et tous leurs biens à cause des bandes armées ; les témoignages des Filles de la Charité qui sont enfermées, qui entendent les coups de feu, qui ne peuvent pas sortir, comme la grande majorité de la population de Port-au-Prince qui doit se réfugier dans sa maison ; tous les établissements fermés et les rues désertes.

Nous sommes toujours là, comme le reste de la population, avec nos activités, attentives à ce qui se passe et en dialogue avec les autres congrégations religieuses. Nous sommes sûres qu'en cas d'éventualité, nous pourrions traverser la frontière avec la République dominicaine, qui se trouve à quelques pas de notre maison.

Chères sœurs, nous vous remercions pour vos prières et nous vous demandons de continuer à prier pour ce précieux pays, pour que l'espoir n'obscurcisse pas vos vies, pour que votre force et votre grand amour pour Papa Bondye (Papa Dieu) n'écrasent pas votre foi et pour que vous continuiez à être encouragées à croire qu'un autre Haïti est possible.

La communauté de Haiti